

# LE CHAT DÉCHAÎNÉ

UNE CONTRIBUTION ARTISANALE AUX LUTTES D'ICI ET D'AILLEURS

PRIX LIBRE

CINQUIÈME ANNÉE - N° 9 (NOUVELLE SÉRIE)

NOVEMBRE 2024

## ★ Dossier Palestine

- La lutte paye: AXA désinvestit!
- Le droit international
- Ligne rouge
- Interdire le Hamas?
- Syndicats: des réactions contrastées
- Les mobilisations ne faiblissent pas!
- Comment envisager une solution?
- Rester critique
- Répression dans les universités



**DANS CE NUMÉRO: Palestine – manifs climat – dictature du prolétariat – réouverture de la Bibliothèque libre – manif pour les salaires – surveillance policière – Kurdistan – milliardaires d'extrême-droite et médias – caravane contre les féminicides – répression coloniale par l'État français – l'échec du NFP – grève de dockers – attaques contre les locataires – verrerie et aciérie...**

---

**Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)**  
**Rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds**  
Facebook : Fédération Libertaire des Montagnes  
Instagram : flm.montagnes  
Twitter : flm\_montagnes  
**flm@espacenoir.ch**



Pour nous soutenir :  
**CCP 12-419903-8**  
**IBAN : CH38 0900 0000 1241 9903 8**

---

La FLM se réunit une fois par mois. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez nous rencontrer ou participer à une réunion (sans engagement).

---

## **Le Chat déchaîné, « publication anarchiste sur supports divers et à périodicité variable »**

Tour à tour affiche murale, brochure, publication en format A4, feuille d'agitation, reproduction de textes anarchistes, compte-rendu de conférence, compilation d'analyses, actualités, paroles de chansons, le Chat déchaîné est un organe de diffusion de la Fédération Libertaire des Montagnes, aux formats et sous-titres changeants et à la périodicité fluctuante. Réalisé bénévolement par des militant·es, vendu à prix libre lorsque le format s'y prête, le Chat déchaîné vise à renforcer les luttes au niveau local, par le biais d'informations sur les événements à venir ou passés, de matériel culturel ou encore d'analyses. Alors que la classe politique et le paysage médiatique se droitisent à vitesse grand V, il est important de développer notre propre narratif et nos propres médias. Demandez-nous les versions électroniques (à retrouver aussi sur [wiki-libertaire.ch](http://wiki-libertaire.ch)), imprimez, photocopiez, diffusez, reprenez les textes, commentez-les !



# MANIFS CLIMAT

La Grève du Climat continue de battre le pavé, six ans après son émergence. Le 20 septembre dernier s'est tenue une nouvelle *global climate strike* (grève globale pour le climat). À Neuchâtel, les activistes ont organisé une « schlagfèrence » (une causerie relativement informelle) sur le thème de l'horizontalité dans les mouvements militants. Iels ont ensuite rallié Berne, où s'est tenue une jolie manifestation bien combative. Des défilés ont aussi eu lieu à Baden et Lucerne. D'autres manifestations ont été organisées à Zurich le 4 octobre et à Bellinzone le 18 octobre.

La presse bourgeoise se désintéresse passablement de ces mobilisations. Il est vrai qu'on est loin de l'effervescence de 2019.

Mais tout de même. La Grève du Climat organise de très nombreuses activités, qui vont des manifestations au travail de fond dans les syndicats avec (ce qui reste de) la Grève pour l'Avenir, en passant par des consultations, conférences, ateliers, participation au 1<sup>er</sup> Mai, soutien au collectif des ex-GKN à Florence, aide logistique et communicationnelle pour des projets alliés et

amis, opposition victorieuse à des infrastructures fossiles ou organisation de marchés gratuits, comme à Neuchâtel avec l'intercollectif pour le Black Free-day (la prochaine édition aura lieu le 29 novembre).



Des années après son jaillissement, le mouvement est encore capable de mobiliser – on se rappelle de la manifestation de mars 2024 à La Chaux-de-Fonds, qui a essuyé la neige et la grêle. Rappelons surtout que la manifestation de l'Alliance climatique de septembre 2023 a réuni quelque 60'000 personnes, et que de nombreuses actions écologistes extra-institutionnelles sont menées, par exemple une occupation agricole à Boudry par les Hirondelles ou des occupations de forêts à Vufflens et Ballens par les Grondements des Terres contre des projets de carrière.

La lutte est bien vivante !



# UNE BROCHURE SUR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

...Pourtant, une dictature du prolétariat qui passe par un État centralisé, comme en URSS et dans tous les pays du dit « socialisme réellement existant » ne peut pas mettre « le prolétariat » au pouvoir mais doit trouver une médiation entre le prolétariat et l'État. Cette médiation doit obligatoirement concentrer un grand nombre de pouvoirs et n'est pas une représentation fidèle du prolétariat, mais son émanation (au mieux), comme le parlement républicain français est l'émanation de la Nation (mais pas son reflet). Face à ce constat, les anarchistes, déjà du vivant de Marx, ont rejeté l'idée de dictature du prolétariat, arguant que ce ne serait pas la dictature du prolétariat mais celle d'un parti...

Nous avons publié en juillet, aux Éditions du Chat déchaîné, une brochure intitulée *Quelle voie vers le socialisme ? Une critique anarchiste de la dictature du prolétariat et quelques pistes pour s'organiser*.

Loin de la vision marxiste, nous nous élevons contre la centralisation du pouvoir politique et économique et refusons de nous emparer de l'État pour construire le socialisme.

Nous commençons par critiquer les présupposés qui fondent l'idée d'une dictature du prolétariat. Pour résumer les arguments : il n'y a pas que deux classes ; la paysannerie pauvre ou modeste, les artisan·es indépendant·es et d'autres travailleuses ne vont et ne doivent pas automatiquement se ral-

lier au prolétariat industriel ; le prolétariat n'est pas homogène ; la dictature du prolétariat, si elle passe par un État centralisé, serait en fait une dictature du parti au pouvoir ; l'État ne peut pas s'éteindre de lui-même, et on ne peut pas remplacer le gouvernement des hommes (et des femmes) par l'administration des choses au moyen d'une structure autoritaire et centralisée.

Nous donnons ensuite quelques pistes pour s'organiser sans obéir ni commander et appelons à approfondir la théorie anarchiste.

**Disponible** en version papier à Espace Noir ou sur demande dans la région de La Chaux-de-Fonds, et en pdf sur [wiki-libertaire.ch](http://wiki-libertaire.ch)



« Lorsque Friedrich Engels, sans doute pour parer à la critique anarchiste, disait qu'après la disparition des classes, l'État, à proprement parler, n'a plus de raison d'être et se transforme de gouvernement des hommes en administration des choses, il ne faisait qu'un piètre jeu de mots. Celui qui domine les choses domine les hommes ; qui gouverne la production gouverne les producteurs ; qui mesure la consommation est le maître des consommateurs. »

Errico Malatesta, *Agitazione*, 15 mai 1897

## RÉOUVERTURE DE LA BIBLIOTHÈQUE LIBRE

La Bibliothèque libre a déménagé de Hauterive à Béthanie, une jolie maison à Serrières (commune de Neuchâtel), depuis déjà quelques mois.

On peut y retrouver une riche collection de livres et brochures politiques, mais aussi de bouquins de fiction. Cerise sur le gâteau : la bibliothèque est ouverte plus souvent qu'avant !

Pour célébrer cette réouverture, on était invité le 28 septembre à venir profiter d'un concert, d'un *DJ set*, à décou-

vrir les recueils reliés mains de la Corvina et à déguster de délicieuses frites.

Parfait après la manifestation *Entre nous pas de frontières* à Berne, et parfait pour ceux que la Fête des Vendanges ne tentait pas.

**Informations pratiques** : site web : [bibliothequelibre.ch](http://bibliothequelibre.ch) ; adresse : Clos-de-Serrières 25, Neuchâtel ; ouverture : vendredi de 16h à 19h

## POUR LES SALAIRES !

Le 21 septembre, les syndicats de l'USS et de Travail.Suisse avaient appelé à une manifestation pour les salaires à Berne. Une foule compacte a parcouru la ville. À côté des impressionnantes marées de drapeaux rouges d'Unia et des revendications « simples » de hausse de salaires, on a pu – fort heureusement – voir des banderoles qui appelaient à la fin de la paix du travail et du capitalisme, des sym-

boles écologistes, des insignes de syndicats de Syndibasa (FAU, SUD, IGA, ART) et des drapeaux palestiniens.

Le combat syndical reste essentiel – mais doit s'émanciper de l'idée de partenariat social et refuser la paix du travail.

**Voir aussi** « La place des syndicats dans les transformations sociales », *Le Chat déchaîné*, avril 2024



# SURVEILLANCE POLICIÈRE SUR NEUCH

Depuis quelques mois, la police neuchâteloise tente de s'infiltrer dans le milieu militant, semble-t-il pour y glaner des informations sur les luttes de solidarité avec le peuple palestinien.



Un certain Marco Lazzarini, de son vrai nom S... D..., inspecteur principal au groupe renseignement, a pas mal fait parler de lui. Il a utilisé un faux nom, sur Telegram mais aussi dans au moins un lieu politisé de la région. À l'occasion de l'occupation pro-palestinienne de l'université de Neuchâtel en mai 2024, il a essayé d'infiltrer une assemblée générale de la FEN (Fédération des Étudiant·es Neuchâtelois·es), avant de

s'en faire expulser. À noter que plusieurs autres policiers en civil étaient présents lors de l'occupation – dont certains se sont fait démasquer facilement.

La police tente de prendre contact avec des activistes de différents collectifs, soit en y allant franco, soit, au moins dans un cas, en convoquant une personne sous un faux prétexte. L'occasion de rappeler qu'il ne faut pas accepter une convocation sans motif de la part de la police, et que si le prétexte avancé était mensonger, il faut partir immédiatement. Cela

ne sert à rien d'essayer de mentir ou de donner le change, on finit presque toujours par quand

même donner des informations utiles à la flicaille, parfois sans s'en rendre compte.

Nous encourageons les militant·es ayant connaissance de tels agissements à faire tourner les informations utiles entre les différents collectifs, et à se former collectivement pour faire face à la police.

La police politique n'a jamais été abolie en Suisse, et la répression peut



rapidement s'abattre sur les mouvements militants, même non-violents.

On peut le voir avec la réaction terriblement contre les occupations d'universités et d'écoles polytechniques, on a pu le voir avec la perquisition de la Grève du Climat par FedPol pour une simple lettre ouverte antimilitariste, et de nombreux·ses camarades ont pu en faire l'expérience à la ZAD, en manif, en squat, parfois même lors d'actions syndicales.

La Bibliothèque libre (voir ci-dessus) organise des événements sur le sujet de la répression et de la surveillance policière – un cycle commencé le 26 octobre avec une soirée sur le scandale des fiches. Restez à l'affût.

**Recommandation de lecture :**  
CrimethInc., « Cultures de la sécurité », <https://fr.crimethinc.com/2004/11/01/cultures-de-la-securite>

Le saviez-vous ?

**La Chaux-de-Fonds a été occupée militairement deux fois, en 1904 et en 1917.**

**Les deux fois par l'armée suisse, les deux fois pour briser des grèves.**

## KURDISTAN

L'armée turque amplifie ses bombardements en Syrie et en Irak contre les forces kurdes et leurs alliés. La Turquie occupe depuis juin 2024 une partie du Kurdistan irakien (gouverné par les réactionnaires du clan Barzani, souvent alliés de circonstances de la Turquie face au PKK). Elle a aussi annexé une partie de la Syrie, et soutient des groupes islamistes qui lui servent de supplétifs pour occuper une partie du Nord-Est syrien, depuis 2016. En Turquie, la répression contre les organisations de gauche, légales ou clandestines, se poursuit à un rythme soutenu. Des bombardement de l'armée turque

sont signalés régulièrement contre des cibles civiles en Turquie et en Irak, notamment depuis la mi-octobre.

En Iran, le régime des mollahs poursuit son œuvre meurtrière. Des centaines des personnes sont exécutées, en lien souvent avec des infractions liées à la drogue, mais aussi suite aux mobilisations féministes et autonomistes. Les Kurdes et les Baloutches payent un lourd tribut.

Le mouvement de libération kurde a plus que jamais besoin de notre solidarité. Rappelons que de nombreuses entreprises et banques suisses font des affaires avec l'État turc !



# MILLIARDAIRES ET MUSELIÈRES

## La conquête autoritaire et raciste de la presse

Dans un précédent éditorial du *Bulletin d'Espace Noir* (novembre – décembre 2022) repris dans le *Chat Déchaîné* (novembre 2022) j'avais évoqué la fâcheuse tendance de certains grands capitalistes à favoriser la montée de l'extrême droite soit par conviction soit en raison d'une peur paranoïaque d'un communisme fantasmé. Ce réflexe historiquement récurrent est malheureusement en train de prendre une ampleur inégalée depuis la deuxième guerre mondiale.

En France, Vincent Bolloré a pris le contrôle du bouquet de chaîne déguignolisé *Canal+* et de la radio *Europe 1*. Il a également racheté de grands titres de la presse écrite tels que le *Journal du Dimanche* (JDD, gauche bobo), *Paris Match*, *Géo*, *Télé loisirs*, *Femme actuelle*, *Capital*, *Gala* et *Voici* pour y placer des rédacteurs en chef d'extrême droite tel que Geoffroy Lejeune (ancien directeur de *Valeurs actuelles*). Les contenus de ses publications sont désormais ouvertement de la propagande d'extrême-droite et de l'intégrisme catholique.

Quelle réponse pouvons-nous opposer au pouvoir colossal de la finance qui nous entraîne vers l'abîme de la haine et de l'autoritarisme réaction-

naire ? Les journalistes ont bien essayé de défendre leur indépendance éditoriale, mais après 40 jours de grève, ils ont dû se contenter d'un vague plan social. De leur propre aveu cette lutte est une défaite et ils n'ont eu pour seule alternative que la démission. Même résultat à *Europe 1*, après cinq jours de débrayage, leur résistance s'est soldée par le départ des journalistes soucieux de leur conscience professionnelle.

Il est donc important de soutenir la presse d'analyse et d'enquête indépendante ou publique (tel que *Le Courrier*, *Le Monde Diplomatique*, *Arte*, *Alternative économique*, *Le Monde Libertaire*, *Alternative Libertaire*, etc.) quand on sait qu'« Une demi douzaine de milliardaire contrôlent 55 % des audiences télé, une majorité des ondes radio et 40 % de la presse écrite » (Les dossiers du *Canard Enchaîné* n° 172, « 100 histoires d'ultrariches », juillet 2024).

Aux États-Unis, encore plus qu'en Europe, le règne de la finance est intrinsèque à son système politique. Déjà avant la guerre plusieurs grandes fortunes avaient soutenu les mouvements d'extrême-droite dans leur pays et à l'étranger. Aujourd'hui Elon Musk perpétue cette tradition notamment à travers le réseau social qu'il a vampirisé



(X, ex-Twitter). Son soutien à Trump frise aussi la corruption. Depuis longtemps, la chaîne *Fox News* du milliardaire Rupert Murdoch distille sa propagande peu regardante quant à la véracité des faits. La liste des milliardaires engagés dans des croisades contre les progrès sociaux et sociétaux est en pleine expansion et se radicalise de plus en plus.

L'offensive politico-culturelle porte ses fruits, elle vise à dominer un maximum de médias et à réduire au maximum ceux du service public, trop pluraliste. En Suisse, l'acharnement de la droite pour réduire la redevance de la SSR en est une de ses manifestations.

Semer la confusion des esprits afin de réduire le sens critique des populations est une des stratégies employées pour augmenter l'emprise des récits des ennemis des droits humains. L'ignorance est la meilleure alliée des pouvoirs autoritaires. Discrediter la rationalité et la démarche scientifique, prétendre qu'il y a des « faits alternatifs », que deux réalités peuvent coexister, que ce n'est qu'une question d'opinion, réduisant ainsi toute capacité d'autonomie de pensée et de développement de ses connaissances, sont autant de techniques de manipulation.

On peut s'en rendre compte en observant la campagne de Donald Trump... Et ça marche !

Dans un contexte de crise, d'accroissement des inégalités provoqué par le développement de la mainmise d'un capitalisme financier hégémonique, cette stratégie est efficace dans presque tous les pays du nord comme du sud. Les leaders de ces partis n'ont pour but que la perpétuation d'un régime économico-politique tout en se faisant passer pour des « anti-système » selon la célèbre formule « il faut tout changer pour que rien ne change » (Le Guépard de Visconti).



Malheureusement, un nombre croissant de personnes se laissent aveugler par ces théories perverses.

Pourtant les exemples des conséquences de leur prise de pouvoir devraient éveiller notre

défiance. Une fois au gouvernement, la marche vers la réduction progressive des contre-pouvoirs et des droits est lancée selon la méthode éprouvée par Erdogan, Poutine et compagnie. Ce mode opératoire permet une domination sur toutes les structures judiciaires, économiques, politiques et associatives. Mais le mythe de l'homme providentiel semble rassurer les personnes victimes



d'insécurité sociale et culturelle. Les seules réponses que nous pouvons leur opposer sont sans doute des pratiques et des résistances solidaires et autogestionnaires. Il en existe de nombreuses, malheureusement avec des moyens considérablement inférieurs à ceux des

milliardaires. Essayons de répondre par la force du nombre à la puissance financière, mais pour cela il faudrait commencer par faire l'impasse sur nos querelles de chapelles et nous mobiliser dans notre diversité avec ouverture et tolérance.

/Michel Némitz

## **CARAVANE CONTRE LES FÉMINICIDES**

Du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre, des militantes féministes ont sillonné la Suisse à vélo, passant par des lieux où des féminicides ont été commis. Des trajets ont eu lieu près de Renens, Lausanne, Bienne, Zurich, et des actions ont eu lieu sur le trajet, mais aussi à Sion, Courfaivre, Schaffhouse, Genève

et Berne. Plus d'une vingtaine de collectifs et associations ont pris part aux différents événements, et des dizaines de militant·es ont pédalé.

**Une rétrospective plus complète** avec des images peut être consultée sur le site [contre-les-feminicides.ch](http://contre-les-feminicides.ch)

## **RÉPRESSION COLONIALE DANS LES « OUTRE-MER »**

L'État français fait à nouveau la démonstration de la logique coloniale qu'il n'a jamais abandonnée.

Depuis mai, des manifestations agitent la Nouvelle-Calédonie. L'État veut en finir avec le gel du corps électoral, ce qui permettrait de minoriser fortement la population kanak, qui subit une politique néo-coloniale et une crise économique. Onze personnes ont été assassinées par la gendarmerie et des « loyalistes », et deux gendarmes sont morts – un d'entre eux a été tué accidentellement par ses collègues. L'armée

a été déployée, un couvre-feu imposé, et des meneurs indépendantistes ont été emprisonnés sans procès en Métropole, à 17'000 kilomètres de leur famille.

Depuis septembre, des manifestations ont débutées en Martinique, pour demander que les prix soient alignés sur ceux de la Métropole (notamment de la nourriture, 40 % plus chère). La réponse du gouvernement : un couvre-feu.

En octobre, une panne généralisée d'électricité a touché la Guadeloupe. Là encore, couvre-feu et violences d'État.



# L'ÉCHEC (PRÉVISIBLE) DU NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Le choc, encore une fois. En juin 2024, le Rassemblement national arrive en tête aux élections européennes. Reconquête (Maréchal-Le Pen, Zemmour) gagne aussi des sièges. La gauche réagit rapidement, et décide d'une candidature unique par circonscription aux élections législatives françaises, annoncées après que Macron a dissout le parlement. C'est le NFP : Nouveau Front Populaire. L'enthousiasme est là. Et ça marche ! La gauche arrive en tête aux législatives. Après quelques hésitations, des noms sont proposés pour le poste de Première ministre. Las ! Macron temporise durant des semaines, avant de désigner Barnier, gaulliste de 73 ans membre des Républicains.

On crie au scandale, au coup d'État, même ! Un coup d'État permanent, alors, qui a lieu depuis la création de la Cinquième République. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est le mécanisme du NFP – et son échec assuré à moyen ou même court terme.

La référence, déjà : le Front populaire de 36 n'a pas été une force révolutionnaire. Au contraire ! Il a tout fait pour casser les grèves et faire cesser les occupations d'usines. Le rapport de forces, ensuite : le NFP est bien arrivé en tête... mais les 26 partis membres

n'ont obtenu que... 25,68 % des voix et 182 sièges sur 577. Le processus enfin : toute la gauche s'est unie (sauf quelques anarchistes et Lutte Ouvrière qui a présenté ses propres listes) derrière un programme peu radical. Et surtout : ce NFP a permis de ressusciter le PS. Qui ose croire que voter François Hollande (!) puisse être utile pour faire barrage à l'extrême droite ? L'aile droite du PS ne s'est d'ailleurs pas faite prier pour essayer de torpiller le NFP, appeler à s'allier aux « centristes » (dans les faits : une droite décomplexée) et faire passer La France insoumise pour une officine révolutionnaire dangereuse (alors qu'il s'agit globalement d'un *remake* à la baisse du Programme commun porté par Mitterand).

Ce NFP ne pouvait pas gagner. Faire barrage à très court-terme à l'extrême-droite ? À peine. Peut-être fallait-il tenter l'expérience (bien vaine puisque les « centristes » de Macron réhabilitent Pétain et qu'une bonne partie du camp « gaulliste » s'allie aux fascistes). On aura au moins ri de Ciotti enfermé au siège de LR. Mais ce n'est pas en réhabilitant François Hollande (qui est un ennemi terrible) ou en se pliant au jeu institutionnel qu'on avancera. La droite et les fascistes se fichent bien de respecter les règles.





# DOSSIER PALESTINE

Depuis maintenant plus d'une année, l'État israélien, État colonial et d'apartheid, s'est fait proprement génocidaire. Plus que jamais, une lutte radicale et résolue doit être menée. L'État et de nombreuses entreprises suisses se sont clairement rangés du côté d'Israël, du côté de la puissance coloniale contre le peuple palestinien. La droite fait corps avec l'entité sioniste... une partie de la gauche aussi, refusant de reconnaître que tout n'a pas commencé le 7 octobre.

De la mer au Jourdain, vive la lutte du peuple palestinien !

## LA LUTTE PAYE : AXA DÉSinVESTIT !

Après des campagnes menées par le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), l'ONG Ekō, la coalition mondiale « Stop AXA Assistance for Israeli Apartheid » et des millions de personnes de par le monde, l'assureur AXA a renoncé, en août 2024, à ses investissements israéliens les plus problématiques. Dans notre région, AXA a été régulièrement épinglée ces dernières années, avec plusieurs actions coups de poing menées par le CAP (Collectif Action Palestine) et le comité Rojava, la Grève du Climat, et des anonymes en soutien à la Palestine.

Si AXA a cessé son partenariat avec le fond de pension de l'armée turque et

renoncé à ses investissements israéliens, la politique environnementale et sociale (notamment en lien avec le deuxième pilier) de l'assurance reste catastrophique.

Reste que la campagne de boycottage ciblé a porté ses fruits. Après avoir coupé ses liens avec le géant israélien de l'armement Elbit en 2019, AXA a peu à peu mis fin à ses activités en collaboration avec des banques israéliennes impliquées dans la colonisation.

C'est un signal extrêmement clair : la lutte fonctionne, il faut continuer !

**Voir le site de BDS** avec une liste d'entreprises à boycotter :  
[bds-info.ch](http://bds-info.ch)



# LE DROIT INTERNATIONAL ? QUELLE BELLE BLAGUE !

On entend de tous bords des appels à respecter le droit international. Permettons-nous donc quelques rappels relatifs à la situation actuelle.

Tout d'abord, selon ce qu'il est convenu d'appeler le droit international, et selon les multiples résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU, tous les territoires occupés par l'État israélien en 1967 ou plus tard sont des territoires illégalement colonisés. Israël est, de ce point de vue, une puissance occupante. Et le peuple palestinien a le droit de se défendre par tous les moyens à sa disposition, y compris la lutte armée, pour faire face à cette puissance occupante.

Cette vision n'est évidemment pas appliquée. Ni les obligations incombant à la puissance occupante. Ni, souvent, celles découlant des Conventions de Genève. Ni en 1967. Ni lors de l'annexion du Plateau du Golan en 1981. Ni lors des trois guerres menées par l'entité sioniste à Gaza entre 2008 et 2014. Ni lors de l'occupation du Sud-Liban de 1982 à 2000. Ni lors d'un véritable blocus autour de la Bande de Gaza (Israël contrôle toutes les entrées de nourriture, ne permettant qu'au minimum vital de parvenir aux Palestiniens). Ni lorsque de nombreuses organisations qualifient Israël d'État d'apartheid. Ni lorsque des milliers de

Palestiniens sont emprisonnés sans procès. Ni aujourd'hui, alors qu'un processus génocidaire est en cours.

## Un génocide en cours

Selon la Cour Internationale de Justice (CIJ), un génocide imminent est crédible. Très peu de pays en prennent la mesure. Les livraisons d'armes à Israël continuent. Toutes les universités et tous les hôpitaux de la bande de Gaza ont été bombardés par Israël. La colonisation en Cisjordanie s'accélère. Des soldats de Tsahal ont assassiné des blessés dans un hôpital, déguisés en soignants. L'État israélien a piégé des *paggers* (c'est-à-dire des objets du quotidien) au Liban, et les a fait exploser, tuant des enfants au passage. Israël a assassiné des gens au Liban et en Iran (par exemple en juillet 2024). Israël bombarde le Liban. L'envahit à nouveau.

Selon le Ministère de la Santé de Gaza, plus de 40'000 personnes ont été tuées. Mais cela fait déjà des mois que les chiffres ne sont plus à jour. Une étude parue dans *The Lancet* en juillet 2024 estimait plus juste de tabler sur 186'000 morts, soit peut-être 7 à 9 % de la population gazaouie. Depuis, le bilan ne fait que s'alourdir, à Gaza, en Cisjordanie, au Liban.



Les terres agricoles sont dévastées, de l'Afrique du Sud, rejointe par la environ la moitié des bâtiments de la Colombie, la Bolivie, l'Espagne ou Bande de Gaza sont détruits, les sites archéologiques détruits, la totalité des habitant·es de la Bande de Gaza ont été déplacé·es de force, souvent plusieurs fois, ainsi que des centaines de milliers de personnes au Liban, des villages arabes sont détruits en Cis-jordanie...

Mais la communauté internationale (ou plutôt : la petite clique d'États

occidentaux qui se font passer pour elle) juge que l'invasion du Liban est justifiée, puisque le Hezbollah y est puissant. Elle considère que la riposte iranienne est inacceptable – peu importe qu'Israël y fasse régulièrement des incursions, depuis des années.

C'est que le droit international ne vaut que si un rapport de force permet de l'appliquer. Ce n'est ici pas le cas, malgré quelques tentatives notamment

encore la Libye dans son action auprès de la CIJ.

Les États-Unis, l'Allemagne, la France et même la Suisse font bloc derrière Israël. Israël qui, notamment par la voix de Netanyahu, se présente comme le fer de lance de la « civilisation judéo-chrétienne » contre la barbarie islamiste. L'État israélien peut être considéré comme un État-



"Notre pays, c'est là où nous vivons"  
Affiche du Bund, parti marxiste  
juif anti-sioniste, Kiev, vers 1917

nation européen implanté au Proche-Orient. C'est pour cela que les grandes puissances occidentales soutiennent l'État sioniste. Pas pour garantir aux personnes juives le droit à l'auto-détermination (qui malheureusement est trop souvent vu comme le droit à fonder un État), pas pour lutter contre l'antisémitisme – ou alors de manière extrêmement insuffisante et hypocrite.



## **Le poids de l'antisémitisme européen**

Theodor Herzl, grande figure sioniste, écrivait lui-même en 1896 dans son livre *Der Judenstaat* : « Pour l'Europe, nous formerons là-bas [en Palestine] un élément du mur contre l'Asie ainsi que l'avant-poste de la civilisation contre la barbarie ».

Tout ce livre était destiné à montrer que l'antisémitisme était tellement fort qu'il n'était plus possible pour les Juif·ves de vivre en Europe, et que les antisémites avaient intérêt à donner un pays aux Juif·ves pour « régler » la question juive. Cette approche n'est pas si spéciale : le sionisme est un nationalisme européen parmi d'autres.

De nombreux mouvements juifs européens, pour des raisons religieuses (souvent remises en cause après la Shoah) ou politiques se sont opposés au sionisme. Ceux-ci sont aujourd'hui largement disqualifiés. Tellement qu'on peut voir, en Allemagne ou aux États-Unis, des personnes juives se faire accuser d'antisémitisme voire se faire arrêter parce qu'elles ont protesté contre le génocide en cours.

La lutte contre l'antisémitisme avancée par de nombreux États est souvent parfaitement hypocrite, et sert surtout à renforcer l'islamophobie et sécuriser les intérêts impérialistes.

Comment croire que des États qui criminalisent les antifascistes et où les

héritiers directs des nazis frôlent le pouvoir du doigt pourraient être de bons juges de ce qui est antisémite ou ne l'est pas ? Comment l'État français qui réhabilite Pétain pourrait s'ériger en défenseur des Juif·ves ? Pourquoi le fait que l'Allemagne ait commis plusieurs génocides pourrait lui donner la moindre expertise dans la lutte contre l'antisémitisme, Allemagne qui n'a jamais été réellement dénazifiée ?

## **Ne rien attendre du droit bourgeois**

Nous devons appuyer le respect du droit international, par pur pragmatisme. Mais il ne faut rien en attendre.

Même en admettant que les bases juridiques du droit international soient bonnes – ce qu'elles ne sont pas –, il faut reconnaître que son application dans un cadre anticolonial est irréaliste.

Cette application dépend du rapport de force entre grandes puissances. Elle peut entrer en vigueur quand la Russie de Poutine envahit l'Ukraine. Pas quand les États-Unis de Bush tuent des centaines de milliers d'Irakien·nes ou quand l'État israélien de Netanyahou commet un génocide.

Les tribunaux ont un rôle très limité dans ce conflit. Ce qui compte vraiment, c'est combien nous sommes dans les rues, quelle pression nous mettons sur nos gouvernements, combien d'usines d'armement ou de banques nous pouvons perturber ou bloquer.



## IL N'Y A PAS DE LIGNE ROUGE

Les grandes puissances occidentales ne fixent aucune réelle ligne rouge à Israël. L'État sioniste peut bombarder des pays souverains ; envahir le Liban ; tirer sur les casques bleus au Liban ; piéger des objets à usage civil ; bombarder les hôpitaux de la Bande de Gaza ; rendre inutilisables les terres agricoles palestiniennes ; étendre la colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie (l'ONU considère illégales toutes les occupations ayant eu lieu en 1967 ou après) ; interdire au secrétaire général de l'ONU de se rendre en Israël ; interdire l'UNRWA, agence onusienne existant depuis 1949 et dont le mandat est toujours renouvelé par l'assemblée générale de l'ONU (elle garantit le statut de réfugié·e palestinien·ne aux personnes déplacées et à leurs descendant·es, laissant espérer un

droit au retour) ; emprisonner sans procès des milliers de Palestinien·nes ; massacrer des civil·es libanais·es au nom de la lutte contre le Hezbollah ; détruire les sites archéologiques palestiniens ; empêcher la totalité des enfants de la Bande de Gaza d'aller à l'école ; tuer des dizaines, probablement des centaines de milliers de Palestinien·nes, dont des dizaines de milliers d'enfants.

Face à cela, les États-Unis, l'Allemagne, la France ou encore la Suisse ne coupent pas les liens entre leurs États, leurs entreprises, et le complexe militaro-industriel israélien. Il n'y a que par une lutte acharnée que nous pourrions forcer « nos » autorités à agir. À défaut, le boycott et l'action directe contre les entreprises concernées doivent être appliqués.

## INTERDIRE LE HAMAS : UNE MAUVAISE IDÉE

Le parlement suisse songe à interdire le Hamas. Loin de nous l'idée de défendre cette organisation réactionnaire. Mais une telle interdiction serait désastreuse. Elle permettrait de criminaliser extrêmement facilement le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, en accusant les activistes de soutenir les buts du Hamas. Cela marquerait aussi une rupture dans la straté-

gie internationale de la Suisse, qui n'a jamais interdit d'organisation qui ne menace pas directement ses intérêts. Or, le Hamas n'a pas recours à la lutte armée en-dehors du Proche-Orient et ne menace pas notre pays. L'interdire signifierait le ralliement ouvert de la Suisse officielle aux intérêts israéliens et étasuniens.



# UNE POSITION IGNOBLE DE L'USS

Le 30 avril 2024, l'Union Syndicale Suisse mettait en ligne un texte, intitulé « Appel à la paix à Gaza » et sous-titré « position de l'USS », s'appuyant sur une position de l'assemblée des délégués de l'USS du 1<sup>er</sup> décembre 2023.

Ce texte commence par condamner l'attaque (ignoble) du 7 octobre, comme si tout avait commencé ce jour-là. Il condamne « tout autant » la « réaction disproportionnée » de l'armée israélienne, comme si Israël était la victime. Il demande la libération des otages israélien·es, mais pas des otages palestinien·es (qu'on euphémise généralement en les appelant prisonnier·ères). Il demande à Israël de respecter le droit international... mais va jusqu'à demander le désarmement du Hamas sous contrôle international, et la constitution d'un régime démocratique palestinien – oubliant un peu vite que le Fatah n'est plus qu'un supplétif policier de l'État colonial, que le reste de la gauche armée participe à un commandement unifié avec le Hamas, et que le Hamas... a gagné les deux dernières élections en Palestine.

Cette position (légèrement corrigée par une assemblée des délégués postérieure) part implicitement du principe qu'il y a des acteurs égaux en présence... et va jusqu'à être moins sévère avec la puissance colonisatrice – et désormais génocidaire – qu'avec la résistance anticoloniale. Pourquoi est-ce que le Hamas devrait être désarmé (et par qui ?) mais pas Israël ?

La direction de l'USS, qui a un poids énorme dans les débats inter- et intra-syndicaux (notamment à Unia), adopte continuellement une position niant le caractère colonial et d'apartheid d'Israël, niant le droit à la résistance armée du peuple palestinien, niant toute perspective décoloniale, et entravant tout effort pour stopper le génocide en cours.

Des camarades qui s'égarent ? Ce serait presque trop charitable de les traiter comme tel·les.

Évidemment, ce constat s'applique aussi à la quasi-totalité de la droite et à une bonne partie de la gauche parlementaire.

/ra

## RIPOSTES SYNDICALES

Dans de nombreux pays, des syndicats ont refusé de charger et décharger des livraisons de matériel militaire à

destination d'Israël, ou ont bloqué des usines d'armement. Rien encore de ce goût-là en Suisse, mais de nombreux



syndicats (parfois malgré la bureaucratie) ont pris position pour exiger un cessez-le-feu immédiat.

Dès novembre 2023, la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) appelait « l'armée suisse et l'industrie suisse de l'armement à rompre leurs échanges commerciaux et leur coopération militaire avec l'industrie israélienne de l'armement et l'armée israélienne. » En mars 2024, l'Union syndicale cantonale neuchâteloise appelait « ses composantes et leurs membres à s'organiser pour participer à la mise sous pression des institutions politiques et économiques suisses ». Dans de nombreux cantons – surtout en Romandie – les syndicats ont soutenu les occupations d'universités et hautes écoles (SUD-EP et SSP à Lausanne et ailleurs, USCN à Neuchâtel, CGAS à Genève...).

Dans le canton de Neuchâtel, un groupe de militant·es d'Unia a fait

accepter par la direction et surtout par le comité toute une série de revendications et principes demandant à Unia Suisse d'adhérer à Apartheid Free Zone, de boycotter la Histadrout, de soutenir les syndicats palestiniens, mais aussi ouvrant la voie à des mobilisations concrètes pour mettre sous pression les entreprises qui soutiennent le complexe militaro-industriel israélien. Une voie malheureusement pas encore empruntée.

Au niveau suisse, un réseau de syndicalistes se bat avec acharnement pour que les instances syndicales, et notamment les directions de l'USS et ses composantes, se battent pour un cessez-le-feu immédiat.

Des efforts restent à faire, le monde syndical suisse reste aujourd'hui largement limité aux actions symboliques. De nombreux exemples de par le monde montrent qu'il est possible d'aller plus loin.

## **LES MOBILISATIONS NE FAIBLISSENT PAS !**

Depuis octobre 2023, les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien, et désormais libanais, se succèdent à un rythme soutenu en Suisse : rassemblements, manifestations de rue (comme le 9 octobre à Neuchâtel), occupations de hautes écoles, boycott appelé notamment par BDS, actions symboliques, incursion dans l'usine de

Rami Swiss (sous-traitant d'Elbit Systems) dans le Jura, collectes d'argent, campagne du Secours Rouge en faveur du Parti démocratique du peuple au Liban, re-décoration de vitrines d'Axa (avant les annonces de désinvestissement), pression sur les autorités, conférences...

Il ne faut rien lâcher !



## COMMENT ENVISAGER UNE SOLUTION ?

La situation est limpide : Israël est un État colonial, un État d'apartheid et un État génocidaire. On peut même ajouter qu'il est un État colonial européen. Oui mais cela pose un problème majeur : Israël est un État colonial sans métropole. Cela lui donnerait le droit inaliénable d'exister. Les Arabes ont bien leurs États, pourquoi pas les Juif·ves ?

On entend effectivement souvent que les Arabes pourraient bien donner un coin de terre aux Juif·ves. On entend par contre rarement que l'Allemagne, principale responsable de la Shoah, devrait céder la Bavière pour former un État juif (ce qui ne serait par ailleurs pas vraiment une bonne solution). Les autorités occidentales n'envisagent même pas cette option. Imaginons un État israélien implanté en Allemagne, qui bombarderait la Suisse et piégerait des téléphones en Autriche. L'Occident ne le permettrait pas.

Reste qu'on ne peut pas « simplement » demander un État palestinien du Jourdain à la Méditerranée et espérer que tout se résolve. Où iraient les Juif·ves ? Comment croire qu'ils ne se battraient pas jusqu'au dernier souffle pour défendre ce qu'ils estiment être leur terre, et qui étaient déjà celle de leurs parents et grands-parents ? Comment éviter d'atroces déplacements de

populations (on peut penser à la Nakba, le déplacement forcé des Palestiniennes en 1948, mais aussi aux « échanges de population » entre la Grèce et la Turquie au début des années 1920) ? Le modèle du confédéralisme démocratique développé par le mouvement de libération kurde pourrait être inspirant, mais la situation actuelle rend improbable son application en Palestine.

On peut imaginer tout de même quelques éléments importants :

- une entité palestinienne souveraine (ou plusieurs ?) qui contrôle *au moins* les territoires palestiniens selon les frontières d'avant 1967, incluant la Cisjordanie, la Bande de Gaza et Jérusalem-Est
- l'évacuation de toutes les colonies de 1967 ou postérieures
- le droit au retour pour toutes les Palestiniennes sur tout le territoire de la Palestine mandataire
- la restitution du plateau du Golan à la Syrie
- le droit pour les personnes juives de résider, avec un statut égal, au moins dans le territoire israélien d'avant 1967



## COMMENTAIRE : SAVOIR RESTER CRITIQUE

Face à la colonisation, à l'apartheid et à la guerre, la résistance palestinienne s'est de plus en plus retranchée dans une position étroitement nationaliste. En octobre 2023, la résistance palestinienne a décidé de porter un coup sérieux à l'entité sioniste, probablement motivée par un désespoir bien compréhensible (ce qui n'exonère pas les auteurs de crimes de guerre le 7 octobre). L'État israélien s'est depuis engagé dans une logique proprement génocidaire, dans la bande de Gaza, à Jérusalem et en Cisjordanie, et a adopté des visées expansionnistes vers le Liban, dont il avait déjà occupé le sud. Face à cela, les mouvements de résistance, en Palestine et au Liban, font front commun, en dépit de divergences idéologiques profondes et de conflits passés parfois meurtriers. En tant qu'internationalistes, nous devons évidemment soutenir ces efforts et tout faire pour éviter que le génocide en cours ne soit total.

Mais cela ne doit pas nous faire remettre l'analyse et la critique à plus tard. Après chaque guerre, qu'elle soit « juste » ou non, on vient dire que l'union sacrée est pleine de défauts. Et à chaque nouveau conflit, on s'y rallie tout de même. Nous ne condamnerons pas les Palestinien·nes et les Libanais·es qui se liguent derrière la lutte

armée, elle-même dominée par le Hamas, respectivement le Hezbollah. Mais il est essentiel de rappeler que ces mouvements sont réactionnaires, que l'Axe de Résistance est dominé par la République islamique iranienne qui massacre des camarades dans les montagnes kurdes et opprime les femmes, que le Hamas réprime le mouvement ouvrier et les aspirations démocratiques. Il est logique dans la situation que le FPLP, (jadis) communiste, salue la mémoire du boucher de Téhéran, l'ancien président iranien qui a fait massacrer des dizaines de milliers de communistes. Mais nous qui ne sommes pas sous les bombes israéliennes (ou américaines), nous pouvons et devons prendre du recul. Nous devons souligner les limites de la situation, si nous voulons avoir une chance d'influencer la situation en faveur de notre camp social. Nous devons aussi, dans la mesure de nos moyens, nous efforcer de favoriser, au sein du front commun qui s'est mis en place, les composantes les plus progressistes – en somme, de penser à l'« après ». De même, même si nous soutenons pragmatiquement l'établissement d'un État palestinien, nous devons rappeler, comme le font les anarchistes depuis toujours (et depuis plus récemment le mouvement de libération kurde) que



l'établissement d'un nouvel État-nation amènerait tout un tas de problèmes, ne servirait en rien l'édification du socialisme et a de bonnes chances d'apporter des éléments négatifs pour la population palestinienne. Soyons impitoyables

dans notre critique, d'autant plus que peu s'y osent.

Mais que cela ne nous empêche pas de nous engager ardemment dans la lutte. /ra

## RÉPRESSION DANS LES UNIVERSITÉS

En Suisse comme dans d'autres pays, plusieurs universités, écoles polytechniques et hautes écoles ont été « occupées » (en fait, rien n'a vraiment été bloqué) pour réclamer un boycott académique. C'est que les universités suisses collaborent avec les universités israéliennes, qui jouent un rôle majeur dans la promotion et l'accomplissement de la colonisation. Les écoles polytechniques collaborent aussi à des projets qui ont des applications militaires.

Ces revendications et modes d'action n'ont pas été au goût des directions, qui ont, plus ou moins rapidement, appelé la police contre leurs propres étudiants·es. La plupart mettent des bâtons dans les roues à chaque groupe ou action qui dénonce le génocide en cours et appelle à la fin de la colonisation et de l'apartheid, généralement en se parant des oripeaux de la neutralité.

## RETOUR SUR LES DISSIDENTES

Les Dissidentes, week-end pour une écologie intersectionnelle et des résistances internationalistes organisé par Contre-Attaque & Autonomie, se sont tenues du 13 au 16 septembre près de Lausanne. Au programme, des conférences, tables rondes et ateliers sur la solidarité aux frontières, le Sahara occidental, la grimpe militante, la pédagogie, le racisme, le féminisme, le vélo,

les JO de Paris, la psychiatrie, la résistance palestinienne et libanaise, le Kurdistan, l'anarchisme (une présentation de la FLM largement suivie !) et bien d'autres choses encore, sans compter les concerts et les délicieux repas véganes. Pour clore, une présentation poignante de l'Union of Agricultural Committees (UAWC), un mouvement paysan palestinien.

**“we'll keep rebuilding until they stop”**

**Yasmin, UAWC**



# LÉGITIME DÉFENSE ?

Faut-il encore le répéter, d'une voix tremblante d'émotion ou d'une voix enragée par le désespoir ?

Chaque jour chaque heure, chaque minute, Israël assassine le peuple palestinien et détruit méthodiquement sa terre à coups de bombes d'une puissance dévastatrice.

Légitime défense après les massacres du 7 octobre ?

Légitime défense ces bébés et enfants amputés sans anesthésie ?

Légitime défense, ces bébés et ces enfants assassinés tel des dommages collatéraux ?

Légitime défense cet enfant qui prend deux balles dans le cœur par un sniper de Tsahal ?

Légitime défense ces tentes incendiées et cet homme brûlé vif ?

Légitime défense d'utiliser la faim et la soif comme arme de guerre ?

Légitime défense, les deux tiers des immeubles, habitations, écoles, hôpitaux, musées, mosquées, des routes, des rues, victimes d'une destruction implacable et calculée ?

Légitime défense, d'ordonner de successifs et harassants exodes vers des zones, sous l'hypocrite prétexte de les protéger, alors que nulle part, à Gaza, les familles se retrouvent en sécurité ?

Légitime défense ces ambulances visées par des drones, ces infirmiers tués alors qu'ils tentent de sauver les blessés, ces journalistes tirés comme des lapins alors qu'ils portent leurs gilets reconnaissables ?

Légitime défense, ces milliers de cadavres innocents ?

Ne nous prenez pas pour des imbéciles, Monsieur Netanyahu et vous, complices israéliens et occidentaux qui nous rabâchent cette monstrueuse rengaine !

Si vous nous pensez aveugles et sourds, nous ne sommes pas muets. Nous appelons aux boycott des produits en provenance de votre pays, manifestons dans nos rues, occupons nos universités, dénonçons, chaque jour, votre infamie.

/Just Thierry



# GRÈVE DES DOCKERS AUX ÉTATS-UNIS

Le 1<sup>er</sup> octobre, des dizaines de milliers de dockers se sont mis en grève aux États-Unis, organisés au sein de l'International Longshoremen's Association (ILA – par ailleurs passablement critiquable et bureaucratique). Il s'agit du plus gros mouvement de grève de dockers depuis les années 1970 dans ce pays. En cause ? La fin d'un accord collectif. 25'000 personnes étaient

directement concernées, mais les grévistes étaient 45'000. Et la solidarité a payé ! En trois jours, l'ILA a obtenu 62 % d'augmentation des salaires sur six ans. Encore un exemple qui montre que la grève reste un outil essentiel. Il y en a d'autres : les grévistes des ateliers de Boeing, à Seattle, ont refusé, le 23 octobre, de retourner au travail. Leur revendication : 40 % d'augmentation.

## ATTAQUES CONTRE LES LOCATAIRES

La droite, toujours au service des propriétaires, s'en prend violemment aux locataires.

Le 24 novembre, le corps électoral votera sur deux projets de lois dégueulasses, combattus par référendum par l'Asloca. Le premier vise à rendre plus facile de virer des locataires, au profit des proprios qui ne doivent plus avoir un besoin *urgent* du logement loué pour le réclamer. Le deuxième vise à restreindre le droit de sous-louer son logement, ce qui touchera pas mal de monde, notamment les étudiant·es (et fera augmenter la quantité de pape-rasse). Le message est clair : virer les locataires plus facilement, et en profiter pour augmenter les loyers.

On rappelle que le rendement maximal légal des loyers est largement dépassé. Et que des gens dorment à la

rue alors qu'il y a plein d'apparts vides.

Les référen-dums lancés par l'Asloca (ce ne seront pas les derniers, vu la tac-

tique

du saucisson utilisée par la droite) doivent absolument être soutenus.

Mais on rappelle une autre solution bien plus efficace pour avoir des logements à bas prix : le squat !

Et ça tombe bien, de Genève à Boudry, de Lausanne à Serrières, les occupations et autres actions coup de poing se multiplient.



# FERMETURE DE LA DERNIÈRE VERRERIE DE SUISSE

C'est maintenant presque certain, à moins d'une action extrêmement résolue ou d'un revirement inattendu de la part de la direction de Vetropack, la dernière verrerie de Suisse, à Saint-Prex (VD), va fermer définitivement. Cette verrerie est très vraisemblablement rentable, et les syndicats et ouvriers·ères ont fait des propositions concrètes pour en continuer l'exploitation. Pourtant, pour gagner quelques sous de plus, Vetropack va s'en débarrasser. Cette fermeture signifie des dizaines d'emplois biffés. Cela signifie aussi que tout le savoir-faire transmis et enrichi depuis 1911 sera perdu. Cette fermeture signifie également qu'il n'y aura plus aucune usine en Suisse capable de recycler le verre.

Face à ce non-sens social et écologique, un large front commun s'est formé, avec une grosse mobilisation syndicale (voir le commentaire ci-dessous) mais aussi des prises de position tranchées des partis politiques et du Conseil d'État. Mais las ! cela n'a pas suffi. Et cela n'est pas étonnant. Les député·es PLR se sont bien agité·es pour sauver cette verrerie. Mais les lois qu'ils et leurs camarades à Berne votent consacrent la propriété privée et la recherche du profit à court-terme. Des protestations ponctuelles n'auront

aucun impact tant qu'il n'y aura pas de changement plus profond du système économique.

Face à cette fermeture, et à la fermeture probable de l'aciérie Stahl Gerlafingen, les syndicats Unia et Syna réclament une politique industrielle sérieuse pour la Suisse. On peut lire sur le site d'Unia :

Stahl Gerlafingen est l'une des deux dernières aciéries de Suisse. En produisant de l'acier recyclé, elle répond à un besoin stratégique de l'économie suisse et doit jouer un rôle important dans la transformation socio-écologique de l'économie. Pour l'approvisionnement de l'économie suisse, une production d'acier indigène et relativement pauvre en CO<sub>2</sub> est primordiale. [...]

Unia, Syna et la Société suisse des employés de commerce renouvellent leur appel aux autorités politiques à élaborer une politique pour la transformation socio-écologique des branches industrielles suisses, y compris le maintien de capacités de production stratégiques et de bons emplois sûrs. Dans ce contexte, il faudra à l'avenir accorder plus d'importance aux intérêts des travailleuses et des tra-



vailleurs et impliquer les associations correspondantes.

Ainsi que :

Les licenciements collectifs prévus chez Stahl Gerlafingen et Vetropack démontrent que la Suisse ne peut plus se passer d'une politique industrielle [...] Les deux entreprises pratiquent le recyclage mais font aussi partie des plus énergivores de Suisse. Stahl Gerlafingen retraite de la ferraille en acier recyclé et Vetropack produit de nouvelles bouteilles avec des déchets de verre. Ces processus sont indispensables à une économie circulaire écologiquement souhaitable. Même si leur efficacité énergétique doit être améliorée, ces deux entreprises ont un rôle majeur à jouer dans la transformation écologique avec leur spécialisation dans le recyclage. Soulignons aussi leur importance pour le marché intérieur : aussi bien l'aciérie de Gerlafin-

gen que la verrerie de St-Prex fournissent des produits importants à l'industrie suisse. [...] L'État doit veiller à ce que les biens stratégiques pour la reconversion écosociale continuent d'être produits en Suisse, en soutenant les entreprises concernées le cas échéant.

La Grève du Climat va plus loin et réclame qu'en cas de fermeture l'aciérie soit socialisée, ou à défaut nationalisée après un rachat symbolique pour un franc. Ce qui devrait aussi être exigé pour Vetropack. Et pour l'ensemble des entreprises. On peut ajouter que s'en remettre à l'État présente aussi de sérieuses limites.

**Pour aller plus loin :** « Pour une politique industrielle socio-écologique », *climatestrike.ch*, 16 mai 2024, Grève du Climat ; « Vetropack : préserver un tissu industriel essentiel », post Instagram, 23 avril 2024, Grève du Climat



## **Le jour où le drapeau d'Unia a flotté sur la verrerie de Saint-Prex**

C'est sous ce titre que l'Événement syndical, périodique romand d'Unia, relate la lutte des ouvrier·ères de Vetropack. Face au refus de la direction d'entamer des discussions, les salarié·es de l'usine de Saint-Prex ont occupé leur

usine, avec le soutien des syndicats Unia et Syna. Iels ont autogéré le site pendant plusieurs jours, avant que la direction cède et accepte de négocier un plan social sérieux. Une lutte à saluer et dont il faut nous inspirer. Mais aussi



une lutte qui mérite quelques observations, peut-être acerbes, avant tout dirigées contre les bureaucraties syndicales.

Les salarié·es en lutte ont osé occuper leur usine. Pour ne pas endommager le four, iels se sont relayé·es pour le faire fonctionner, jour et nuit. Iels ont démontré par la pratique qu'iels n'avaient pas besoin de patron pour gérer la production. Et tout ça pour quoi ? Pour réclamer... la négociation d'un plan social. Négociation qui est requise légalement. C'est-à-dire que cette débauche de moyens syndicaux, d'énergie, de combativité, avait pour but... de faire respecter la loi, l'État – comme d'habitude – ne s'y sentant pas tenu lorsqu'il est question de forcer la main aux capitalistes.

Il n'est pas question de faire la leçon aux travailleuses en lutte. Une grève, c'est toujours dur. Mais il est

indécemment que les appareils syndicaux se réjouissent de la situation. Il n'y avait plus rien à perdre. L'usine va fermer, et c'est la dernière de Suisse de son genre. L'occupation aurait dû se prolonger, il ne fallait pas céder avant d'avoir obtenu beaucoup – et obtenir le respect de la loi, ce n'est pas « beaucoup », pas quand on a la capacité d'occuper une usine et de la faire tourner.

Le syndicalisme dit réformiste, en réalité largement social-libéral, est un élément souvent démobilisateur (même s'il apporte beaucoup à de nombreux·ses travailleuses au quotidien).

Il est tellement englué dans la paix du travail et dans son rôle de cogestion tripartite du capitalisme qu'il ne parvient pas, même lorsque la conflictualité est haute et qu'il y a énormément à gagner et très peu à perdre, à se montrer à la hauteur. **/ra**

## STAHL GERLAFINGEN

Beltrame, propriétaire, veut licencier 120 personnes. Unia, Syna, la Société suisse des employés de commerce et Employés Suisse organisent les travailleuses, qui se mobilisent en nombre. La majorité d'entre elleux ont manifesté sur la Place fédérale le 21 octobre. Une pétition, soutenue par la Grève du Climat, la JS, le PS et les Vert·es, a été signée plus de 10'000 fois

en quelques jours. Elle avance des arguments sociaux (emploi) et environnementaux (on doit pouvoir continuer à recycler l'acier chez nous).

La mobilisation se poursuit. Espérons que les politicien·nes osent nationaliser l'aciérie. Ou mieux encore, que les travailleuses osent la collectiviser !

En attendant, rendez-vous le 9 novembre devant l'usine.



# À QUAND ?

Comme un frisson étouffé  
Dans le salon mal chauffé  
Emmitouflé dans un pull  
Récupéré chez Emmaüs

Comme une glauque soudaine  
Au fond de la cuisine  
À coté d'une gazinière en panne  
Et rouillée

Comme un désespoir larvé  
Sur petit écran  
En voyant la mort  
De milliers plus pauvres que moi

Comme une odeur  
De rance  
Dans un monde aliéné

**À quand la République sociale ?**



# **APÉRO LIBERTAIRE**



**25 JANVIER 2025**

**17H-22H**

**ESPACE NOIR**

**SAINT-IMIER**



**Le Black Friday revient !**

**Retrouvez un marché gratuit, une buvette à prix libre et de  
sympathiques animations au centre-ville de Neuchâtel.**

**Rue du Concert – 14h-18h30 – 29 novembre 2024**